

## REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 12 NOVEMBRE 2020

### Délibération n° 2020-193- DC

Date d'affichage :

**Le 16 novembre 2020**

Effectif statutaire : 81  
Membres en exercice : 81  
Quorum : 41  
Présents : 56  
Excusé(s) : 14  
Dont représenté(s) : 8  
Absent(s) : 11

Nombre de votants : 64

Secrétaires de séance :

Grégory PIERRE et Guy BERTIN

Le douze novembre deux mille vingt à 17 heures 15, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis au Parc d'exposition du Breil - avenue du Breil - 49400 Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président, le cinq novembre deux mille vingt.

#### **Présents : (56)**

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Sophie METAYER, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Didier ROUSSEAU, Armel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Jacqueline TARDIVEL, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND, Loïc BIDAULT, Arlette BOURDIER, Laurence CAILLAUD, Christophe CARDET, Bruno CHEPTOU, Michel DELPHIN, Stéphanie ELIE, Dominique GACHET, Colette GAGNEUX, Béatrice GUILLON, Bernard HENRY, Didier HUCHEDÉ, Sylvain LEFEBVRE, Claudie MARCHAND, Marc-Antoine NERON, Noël NERON, Nicole PEHU, Bruno PROD'HOMME.

#### **Dont suppléé(s) remplacé(s) :**

Alain BOURDIN par Laurent FERTE, Fabrice BARDY par Marie-Odile LE MERCIER

#### **Excusés : (14)**

Frédéric MORTIER, Christian RUAAULT, Sophie TUBIANA, Gilles ROUSSILLAT, Eric LEFIEVRE, Alain BOISSONNOT, Pierre-Yves DELAMARE, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Bertrand CHANDOUINEAU, Marie-Luce DURAND, Géraldine LE COZ, Teddy LOCHARD, Nathalie SECOUÉ

#### **Dont excusés ayant donné pouvoir : (8)**

Sophie TUBIANA à Loïc BIDAULT, Gilles ROUSSILLAT à Isabelle ISABELLON, Pierre-Yves DELAMARE à Gilles TALLUAU, Gilles BARDIN à Rodolphe MIRANDE, Marie-Luce DURAND à Jérôme HARRAULT, Géraldine LE COZ à Thomas GUILMET, Teddy LOCHARD à Isabelle DEVAUX, Nathalie SECOUÉ à Michel DELPHIN.

#### **Absents : (11)**

Yann PILVEN Le SEVELLEC, Thierry MORISSET, Jeannick CANTIN, Pierre de BOUTRAY, Emmanuel BRAULT, Gaëlle FAURE, Benoît LAMY, Nathalie LIEBAULT, Nathalie MORON, Sylvie TAUGOURDEAU, Patricia VILLARME

### **ALTER ENERGIES - AUGMENTATION DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE DANS LA SAS CENTRALE SOLAIRE CHAMP DE LIVEAU DUE À L'INSTALLATION DE 2 MWC SUPPLÉMENTAIRES**

Par délibération en date du 30 septembre 2020, le Conseil d'Administration de la SAEML Alter Energies a approuvé, sur avis favorable du Comité d'engagement de la société, l'augmentation de la participation financière de la SAEML « Alter Energies » dans la SAS Centrale Solaire Champ de Liveau.

L'augmentation de la participation financière de la SAEML « Alter Energies » est prévue pour un montant maximum de 1 281 064 € sous forme de capital (500€) et le solde en avances d'associé.

Le Conseil d'Administration de la Société a délibéré, connaissance prise des éléments ci-après exposés :

Le projet de centrale photovoltaïque de Champ de Liveau, sur la commune de Montreuil-Bellay, lieu-dit les quints s'est engagé début 2018 par la volonté de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire de valoriser son ancienne décharge. Cette dernière a été créée en septembre 1974, par la commune de Montreuil-Bellay, pour stocker ses ordures ménagères, sur le site d'une carrière en fin d'exploitation. Elle a été exploitée par la commune jusqu'en 2001 puis à la suite de sa cession, par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, jusqu'en 2004 pour stocker des déchets ménagers et des déchets des professionnels.

Après plusieurs années, une nouvelle démarche pour valoriser le site est entamée, avec l'ambition de mettre en œuvre une centrale photovoltaïque solaire. Cette trajectoire est finalement validée et la Communauté d'Agglomération décide de confier le développement du projet à Alter Energies en 2018.

La surface du projet est de 8,3 hectares et celle des panneaux de 24 000 m<sup>2</sup> avec une puissance totale des modules de 4 999 kWc.

La participation d'Alter Energies pour ce projet a déjà été engagée par le Conseil d'Administration du 27 janvier dernier. Le projet a été retenu à l'appel d'offre de la CRE en avril dernier. Le projet est donc entré en phase réalisation. La première tranche du chantier a démarré ce mois-ci et se terminera début 2021. La construction de la centrale en elle-même constituera la seconde tranche fin 2021, pour une mise en service prévue au printemps 2022.

Un scénario a été établi dans lequel le projet exploiterait au maximum la surface accordée par le bail avec la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire. En effet, la surface du terrain permettrait d'ajouter jusqu'à 2 MWc de puissance supplémentaire. Cette dernière serait toujours de 8,3 hectares mais celle des panneaux de 33 866 m<sup>2</sup> et la puissance totale de la centrale serait portée à 6 993 kWc.

L'électricité produite par cette tranche supplémentaire ne pouvant être revendue via la CRE, elle peut l'être directement à un acheteur à un prix négocié. Le contrat passé s'appelle alors un Corporate Power Purchase Agreement (CPPA – contrat d'achat d'énergie).

Le coût global de la centrale augmente de 33,6% par rapport au scénario de base alors que la puissance augmente de 40 %. Cela vient principalement de la mutualisation de certains postes, en particulier les travaux de réhabilitation de l'ancienne décharge.

Le coût annuel d'exploitation augmente de 25,9 % par rapport au scénario de base, alors qu'en parallèle, le productible annuel augmente de 36,1%.

Là encore, ce gain provient de la mutualisation de certains postes de maintenance (ex : entretien espace vert, animation locale).

Le nouveau design permet d'augmenter la puissance installée et donc la quantité d'énergie produite annuellement. En revanche, on note une légère diminution du productible (-2,65%). Cette dégradation s'explique par le rapprochement des rangées de tables qui, par l'ombrage créé par chacune d'elle sur la suivante, induit des pertes d'irradiation en début et fin de journée.

Le modèle de revente des 5 MWc lauréat de l'AO CRE reste inchangé.

Les 2 MWc supplémentaires font l'objet d'un contrat passé entre la société de projet et un acheteur d'électricité (CPPA). Des échanges sont en cours avec Enercoop, actuellement à la recherche de tels contrats.

L'étude économique réalisée repose sur un tarif PPA de 65€/MWh revendu. A ce jour, la proposition d'Enercoop s'élève à 64€/MWh.

L'investissement total pour le projet s'élève à 5 762 353 €, soit un coût total par watt-crête installé de 82,3 €. Le projet restant au sein d'une seule société de projet, le financement est envisagé avec un seul et même contrat pour les deux tranches. Si la vente d'énergie via le CPPA peut être considérée comme plus à risques par les financeurs, les revenus de la tranche CRE, sécurisés sur 20 ans, apportent de la sécurité au modèle. A l'instar du scénario de base, l'investissement sera porté en partie en fonds propres par les co-actionnaires de la SAS et le reste sera emprunté aux établissements bancaires.

La participation d'Alter Energies envisagée serait la suivante :

Fonds propres Alter Energies	
Capital	Avance de CCA
350 €	896 395 €

Cependant, il est possible qu'en phase travaux Alter Energies porte, provisoirement, la totalité des fonds propres, **soit jusqu'à 1 281 064 €, dont 500 € de capital et le reste en avances d'associé.**

C'est dans ce contexte que le Conseil d'Administration de la SAEML Alter Energies, par délibération en date du 30 septembre 2020, a approuvé sur avis favorable du Comité d'engagement de la Société, l'installation de 2 MWc supplémentaires pour porter le projet d'une puissance de 5 MWc à 7 MWc et approuvé la participation financière complémentaire de la société dans la SAS Centrale Solaire Champ de Liveau à une hauteur maximale de 1 281 064 € sous forme de capital et le solde en avances d'associé.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales, la participation de la SAEML Alter Energies fait préalablement l'objet d'un accord exprès de ses collectivités locales actionnaires disposant d'un siège au Conseil d'Administration, à savoir le Département de Maine-et-Loire, le Syndicat intercommunal d'Energies de Maine-et-Loire, Angers Loire Métropole, la Communauté d'Agglomération Mauges Communauté, la Communauté d'Agglomération du Choletais et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

**Vu** l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales ;

**Vu** la délibération du Conseil d'Administration d'Alter Energies du 30 septembre 2020 ;

**Aussi ,**

**Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :**

- **D'APPROUVER** la participation financière complémentaire de la SAEML "Alter Energies" dans la SAS Centrale Solaire Champ de Liveau dédiée au portage du projet de la Centrale solaire au sol Champ de Liveau à Montreuil-Bellay à une hauteur maximale de 1 281 064 € sous forme de capital (500 €) et le solde en avances d'associé due à l'installation de 2 MWc supplémentaires et ainsi porter le projet d'une puissance de 5 MWc à 7 Mwc ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision et, notamment, à la notifier à la Société Alter Energies.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 64 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

**1 8 NOV. 2020**

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au RAA du 4ème trimestre 2020

Pour Extrait Conforme,  
Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire  
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET

Matière de l'acte	7 Finances locales	7.9 Prise de participation – 7.9.1 apports en compte courant aux SEM
-------------------	--------------------	--

*En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »*